

Pour le climat et la justice sociale TOUS DANS LA RUE LE 5 DÉCEMBRE !



A quelques semaines du sommet international de Copenhague (7 - 18 déc), les négociations sont dans l'impasse en raison des propositions très insuffisantes des pays industrialisés comme les Etats-Unis ou l'Union Européenne. Obama, Sarkozy, Merkel, Brown etc ne sont pas à la hauteur des enjeux. Toutes et tous, nous devons nous engager pour faire entendre nos voix et porter nos exigences afin d'obtenir un accord contraignant, juste et efficace.

A Copenhague le 12 décembre et à Paris le 5 décembre

Mobilisation ! C'est le système qu'il faut changer, pas le climat !

12 DÉCEMBRE :

Manifestation internationale à Copenhague.

Des bus au départ de Paris ;

départ vendredi 11 à 12 h (Nation) ;
retour dimanche 13 à 18h à Paris ;

contact : carcopenhague@gmail.com ; 75 € ;
chèque (ordre : NPA) à adresser à *Cars Urgence Climatique Justice Sociale*, c/o NPA, 27 rue Taine, 75012 Paris.

5 DÉCEMBRE :

12 h 18 :

Flash-Mob

à l'appel de l'Ultimatum Climatique ;

place René Cassin, Métro Chatelet Les Halles

A partir de 12h30 :

Rassemblement

interpellations publiques et prises de parole de représentants de mouvements sociaux de pays du Sud, de la Caravane Genève - Copenhague ;

place René Cassin, Métro Chatelet Les Halles.

14 h 30 :

Jonction

avec la Marche contre la précarité, le chômage et les licenciements,

Place Stalingrad.

18 h :

Soirée festive

« convergence des luttes, migrations et climat » en présence de la caravane Genève - Copenhague,

au 14 rue Baudélique, 18^e, Métro Simplon (L.4) ou Joifrin (L.12).

CLIMATE
JUSTICE NOW!
<http://climatjustice.org>



Extrait de l'appel Urgence Climatique Justice Sociale

Nous sommes à la croisée des chemins. Issu de l'activité humaine, dans le cadre d'un modèle de production agricole et industriel que les sociétés industrialisées ont mis en place et qui se répand sur l'ensemble de la planète, le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces.

Du 7 au 18 décembre prochains, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique se tiendra à Copenhague. Elle doit déterminer les objectifs et les solutions à mettre en œuvre à l'échelle internationale pour prolonger le protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012. Selon les climatologues, il faudrait que les pays industrialisés, premiers responsables de l'émission des gaz à effet de serre (GES), réduisent leurs émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020 et de 80 à 95 % d'ici à 2050 (par rapport à 1990).

Les politiques actuelles sont dans l'impasse

Les propositions de réductions de gaz à effets de serre des pays riches sont tout à fait insuffisantes, tout comme les fonds qu'ils sont prêts à débloquer pour soutenir l'adaptation des pays du Sud au changement climatique. Elles sont vécues comme une véritable provocation par les pays du Sud.

Les solutions proposées actuellement ne sont pas crédibles. Car elles reposent essentiellement sur les mécanismes de marché alors que la crise économique et financière a, une fois encore, montré leur incapacité à se substituer à l'action publique et collective. Les fausses solutions (nucléaire, agrocarburants) posent de nombreux problèmes environnementaux sans contribuer à la baisse des émissions.

Des mesures véritablement alternatives sont nécessaires

Les responsabilités historiques des pays du Nord et du mode de développement productiviste dans cette crise globale doivent être reconnues. La justice et l'équité exigent que soit réparée la dette écologique du Nord, a minima par l'annulation des dettes du Tiers-Monde. Les transferts technologiques respectueux de l'environnement et des sociétés au Sud doivent être financés et l'aide publique au développement augmentée, sans que cela exonère le Nord de ses propres objectifs de réduction des émissions. Les réfugiés climatiques doivent être reconnus et accueillis. Il faut garantir un accès juste et équitable aux biens et services essentiels tels que l'énergie, qui ne doivent pas être laissés au marché mais faire l'objet d'une réappropriation par la société.

Une autre répartition des richesses doit permettre une transition solidaire vers des économies écologiques, au Nord comme au Sud. Le droit au travail pour tous est au cœur de cette répartition. Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que les moyens financiers existent. Les mesures à prendre doivent être débattues démocratiquement et faire l'objet de politiques publiques audacieuses, passant outre les intérêts des grands lobbies, notamment des hydrocarbures, et définissant une production industrielle axée sur les besoins et non sur le profit ainsi qu'une répartition plus juste des richesses naturelles et produites.

**CLIMATE
JUSTICE NOW!**